



SOMMAIRE

ENERGIE – CLIMAT

- Le Gouvernement adopte un moratoire sur l'extraction du gaz de schiste en Angleterre
- 3 entreprises s'associent pour créer une zone industrielle 0 émission d'ici 2040
- La Haute-Cour de justice juge illégale l'interdiction générale d'Extinction Rebellion à manifester
- John Lewis va convertir sa flotte de véhicules au bio- méthane

ENVIRONNEMENT

- L'air dans le métro londonien serait parmi les plus pollués de la capitale
- La ville de Bristol envisage d'interdire les véhicules diesel dans certaines parties de la ville

TRANSPORT

- L'ouverture de Crossrail est une nouvelle fois repoussée
- La décision sur la future ligne à grande vitesse HS2 est reportée en raison des élections générales

NUMERIQUE

- Le Greater Manchester inaugure son Cyber Resilience Centre
- Tech Nation reçoit 2M€ du ministère de la justice pour accélérer le développement des legaltechs
- La société française Fimalac acquiert la majorité des parts de la startup britannique Jellyfish

REGIONS

- Le SNP pose ses conditions pour soutenir un gouvernement travailliste

INDUSTRIE

- Un contrat de vente de British Steel a été conclu avec le groupe chinois Jingye

FAIT MARQUANT : L'Assemblée citoyenne sur le climat se met en place

Le choix des personnes amenées à siéger au sein de cette Assemblée citoyenne reposera sur [un processus en deux étapes](#). Les 30 000 personnes qui ont été tirées au sort à travers tout le RU, vont recevoir dans les jours à venir, une lettre leur demandant s'ils souhaitent siéger au sein de cette Assemblée durant 4 week-ends, à Birmingham, entre janvier et mars 2020. Tout résident au RU âgé de plus de 16 ans, ayant passé ou souhaitant passer plus d'un an au RU et destinataire de la lettre, pourra participer. Les parlementaires, élus locaux et membres des partis politiques ne pourront pas y siéger. 110 membres (*assembly members*) seront ensuite tirés au sort parmi les volontaires selon un algorithme qui tiendra compte de l'âge, du genre, du niveau de diplôme, de l'ethnie, du lieu d'habitation et de leur rapport au changement climatique. Les travaux de l'Assemblée citoyenne seront coordonnés par [4 expert leads](#), spécialistes des questions liées au changement climatique. Ils devront veiller à la représentativité de l'Assemblée et feront des recommandations sur la façon d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, qui a désormais valeur légale. Les membres de l'assemblée pourront s'appuyer sur les équipes de la Chambre des Communes pour mener leurs travaux. Une restitution sera faite devant les 6 comités parlementaires à l'origine de la convocation de l'Assemblée citoyenne.

ENERGIE-CLIMAT

Le Gouvernement adopte un moratoire sur l'extraction de gaz de schiste en Angleterre - jusqu'ici autorisée au stade exploratoire en Angleterre, l'extraction de gaz de schiste vient d'être suspendue par le [Gouvernement de Boris Johnson](#) suite à la publication d'un rapport de l'*Oil and Gas Authority* pointant l'impossibilité de prévoir les tremblements de terre avec cette technique. C'est un coup dur pour cette filière, sur laquelle avait misé depuis 2011, les différents gouvernements conservateurs afin de renforcer

l'indépendance énergétique du pays. [L'actionnaire majoritaire AJ Lucas](#) de Cuadrilla, seule entreprise sur le marché qui exploitait 3 puits a réaffirmé son soutien à cette technique d'extraction. L'opposition grandissante d'une partie de l'opinion publique associée à l'allongement des délais d'instruction et d'octroi des permis d'exploration avait considérablement ralenti l'aboutissement des projets. La publication de deux rapports à quelques jours d'intervalle du [National Audit Office](#) sur les aspects financiers puis de [l'Oil and Gas Authority](#) sur les risques en matière de tremblements de terre, ont conduit le Gouvernement britannique à adopter un moratoire, alors que les principaux partis politiques se livrent une bataille acharnée sur les questions environnementales en vue des élections générales de décembre.

Trois entreprises s'associent pour créer une zone industrielle 0 émission d'ici 2040 – l'entreprise de production d'électricité Drax, le groupe pétrolier Equinor et le gestionnaire du réseau de transmission d'électricité National Grid s'associeraient sur plusieurs sites industriels autour de l'estuaire d'Humber dans le nord de l'Angleterre afin de ne plus produire d'émissions grâce d'une part à la capture, au stockage et à l'utilisation du carbone et en utilisant l'hydrogène pour produire du chauffage et dans le domaine des transports. Ce [projet](#), s'il voit le jour pourrait permettre de capturer près de 53M tonnes de dioxyde de carbone par an, l'équivalent de 15% des émissions du RU selon une [étude du cabinet Element Energy](#). Les 3 entreprises appellent le Gouvernement et les différents partis politiques engagés dans la campagne électorale à soutenir le projet.

La Haute-Cour de justice juge illégale l'interdiction générale d'Extinction Rebellion (XR) à manifester – [la Metropolitan police](#) qui avait interdit de manière globale les manifestations d'XR le mois dernier n'était pas autorisée à le faire selon la Haute-Cour de justice. Les juges indiquent que la police ne pouvait légalement considérer que l'ensemble des manifestations pouvait être considéré comme une seule et même « assemblée ». C'est une victoire pour les activistes d'XR. Les poursuites judiciaires contre les 1800 personnes qui avaient été arrêtées pourraient ainsi être levées suite à cette décision de justice.

John Lewis va convertir sa flotte de véhicules au bio- méthane – la chaîne de magasins [John Lewis](#) a annoncé que plusieurs centaines de ses véhicules fonctionnant aujourd'hui au diesel allaient fonctionner grâce au bio- méthane produit grâce à de la bouse de vache à partir de 2021. Les 80 véhicules qui utilisent déjà du bio-méthane produit à base de déchets alimentaires seront aussi convertis au bio-méthane dans les 18 mois à venir sans coûts supplémentaires. D'autres marques comme Hermes, Asda et Argos ont également annoncé leur intention de se convertir à cette énergie. Le fournisseur de bio-méthane CNG Fuels a indiqué qu'un véhicule utilisant le bio-méthane, considéré comme neutre en carbone selon la législation européenne, génère 85% en moins de CO2 par rapport à un véhicule diesel. Les véhicules de transport de marchandises comptent pour 4,2% du total des émissions britanniques. Tous les véhicules de John Lewis devraient être convertis au bio-méthane d'ici 2028 ce qui permettra d'économiser 49 000 tonnes de CO2 chaque année.

ENVIRONNEMENT



L'air dans le métro londonien serait parmi les plus pollués de la capitale – une étude du [Financial Times](#) révèle que les 4,8M d'usagers quotidiens du métro londonien respireraient un air pouvant dépasser à certains endroits près de 10 fois les seuils recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé notamment concernant les émissions de particules fines. S'appuyant sur plusieurs centaines de mesures, l'étude montre qu'aucune ligne et aucune station ne serait épargnée. Les lignes les plus profondes seraient les plus touchées alors que les lignes passant à l'extérieur seraient les moins polluées. S'il existe encore peu d'études documentées sur les risques pour la santé d'une longue exposition dans le métro londonien, on estime à près de 9 000 personnes le nombre de morts prématurées à Londres à cause de la pollution de l'air. Le métro londonien, l'un des plus vieux du monde, serait « *absolutely safe* » pour les usagers selon le gestionnaire TFL, peinant toutefois à convaincre. Longtemps mise de côté, la pollution de l'air dans le métro est devenue une priorité depuis 2016 mais elle reste très difficile à combattre avec des millions de voyageurs emportant avec eux, souvent sans le savoir, différentes sources de pollution.

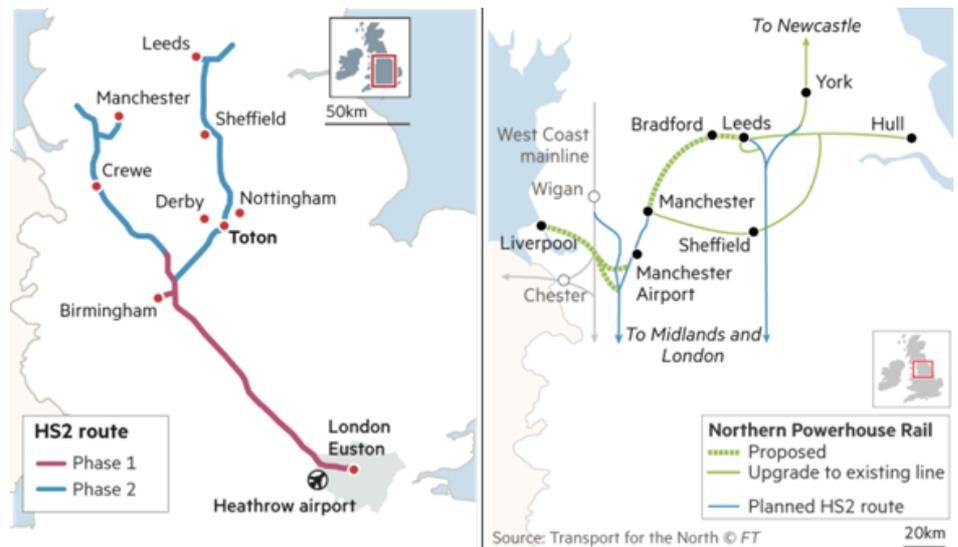
La ville de Bristol envisage d'interdire les véhicules diesel dans certaines parties de la ville – [Bristol](#) qui a longtemps souffert de niveaux élevés de dioxyde d'azote deviendrait ainsi la 1ère ville britannique à interdire la circulation à des voitures diesel dans certaines zones de la ville et sur certaines plages horaires.

Critiquée par l'association des transporteurs de fret, cette mesure qui devrait prendre effet en 2021 et qui a fait l'objet d'une consultation citoyenne, est actuellement discutée par l'exécutif municipal. En plus d'une zone interdite aux véhicules diesel, une zone à faible émission (*Clean Air Zone*) serait également mise en place et engloberait une large partie de la ville. Le Maire Marvin Rees s'est engagé à respecter les seuils légaux d'ici 2025 et souhaite également que soient mises en place des mesures incitatives (prime à la casse, subventions pour les taxis, prêts pour changer les véhicules utilitaires) et de nouvelles infrastructures pour les cyclistes.



L'ouverture de Crossrail est une nouvelle fois repousséeL'ouverture de la Ligne Elizabeth (projet Crossrail), nouvelle ligne de métro devant circuler sur 118 Km d'ouest en est en traversant Londres, a été repoussée pour la deuxième fois cette année. Des difficultés en matière de signalisation et d'achèvement des travaux des gares engendrent une augmentation du coût du projet, dont le budget atteint désormais 18,3Md£ –au lieu des 17,6Md£ approuvés en décembre dernier et des 15,9Md£ initialement budgétées. La Ligne Elizabeth, qui devait ouvrir en intégralité fin 2018, ne sera entièrement mise en service qu'en mars 2021 au plus tôt. Au regard des difficultés financières auxquelles fait face *Transport for London*, l'autorité organisatrice des transports à Londres, les coûts supplémentaires du projet et la perte de revenus engendrée par l'ouverture tardive de la ligne sont susceptibles d'affecter d'autres projets de transports et de maintenance du réseau prévus pour Londres. Cette annonce intervient dans un contexte marqué par un engagement de campagne des partis travailliste et conservateur à augmenter leurs dépenses d'infrastructure à l'issue des élections générales de décembre.

.....et la décision sur la future ligne à grande vitesse HS2 est reportée en raison des élections générales – Après qu'une évaluation interne a révélé que le coût total de la nouvelle ligne pourrait atteindre 85ME, le Premier Ministre avait lancé une revue sur l'opportunité de maintenir – et selon quelles modalités – HS2 (*High Speed 2*). Si les conclusions de la revue Oakervee devaient être publiées la semaine dernière, le gouvernement a décidé de reporter toute décision en la matière en raison des élections générales. La revue pourrait suggérer de maintenir le projet mais de mettre en place certaines mesures génératrices d'économies, telles que des vitesses moins élevées, la suppression du tronçon est de la ligne, une moindre fréquence de trains par heure ou la suppression du tronçon est de la ligne, une moindre fréquence de trains par heure ou la construction du terminus à Old Oak Common afin d'éviter les travaux coûteux de creusement de tunnels à la station Euston.



Si l'actuelle Ministre en charge de l'économie, Andrea Leadsom, est opposée au projet, de nombreux conservateurs soutiennent cet investissement, en complément du *Northern Powerhouse Rail*, projet d'amélioration des lignes ouest-est du réseau du nord de l'Angleterre.



Greater Manchester inaugure son Cyber Resilience Centre – Greater Manchester Police, Greater Manchester Combined Authority et le groupe d'intérêt Manchester Digital ont créé une joint-venture à but non lucratif pour promouvoir l'adoption de mesures de cybersécurité par les entreprises de la région. La ville de Manchester s'apprête également à accueillir des salariés de l'agence de renseignement britannique GCHQ (Government Communications Headquarters), qui a décidé d'ouvrir un nouveau bureau sur place, après y avoir installé l'un de ses incubateurs de startups en début d'année. La ville est de plus en plus prisée par les entreprises technologiques pour son vivier de talents, et le soutien des pouvoirs publics au développement d'un hub technologique.

Tech Nation reçoit 2M£ du ministère de la justice pour accélérer le développement des legaltechs au Royaume-Uni – Le ministère de la justice britannique s'est engagé à financer *Tech Nation* à hauteur de 2M£ pour soutenir la transformation digitale du secteur judiciaire d'ici mars 2022. *Tech Nation* est une organisation indépendante financée à 80% par des fonds publics créée en 2010 sous l'impulsion du Premier Ministre David Cameron pour accélérer le développement des entreprises numériques britanniques. *Tech Nation* s'associe maintenant avec le *Law Delivery Panel*, comité qui rassemble des experts de la legaltech, dont Jenifer Swallow, anciennement conseillère chez Transferwise, qui s'apprête à en prendre la tête. Les legaltechs sont aujourd'hui un secteur extrêmement dynamique, avec des investissements croissants (+714% en 2019) qui s'élèvent aujourd'hui à 1,7Md£ au Royaume-Uni. La collaboration entre *Tech Nation* et le *Law Delivery Panel* doit renforcer les partenariats entre les entreprises technologiques et le ministère de la justice, qui renouvelle ainsi son intérêt pour ce domaine de l'innovation numérique.

La société française Fimalac acquiert la majorité des parts de la startup britannique Jellyfish – Fimalac, la holding derrière Webedia, fusionne sa filiale Tradelab (300 salariés) avec la startup britannique Jellyfish (780 salariés). La nouvelle entité, évaluée à 500M£, va continuer à fournir aux grandes marques des outils d'analyse de données pour renforcer la performance de leur marketing en ligne. Webedia espère ainsi concurrencer le publicitaire britannique S4, qui multiplie les acquisitions dans le secteur du numérique.



Le SNP écossais pose ses conditions pour soutenir un gouvernement travailliste – [Nicola Sturgeon](#), la Première ministre écossaise a indiqué que son parti, le Scottish National Party, pourrait soutenir un Gouvernement travailliste, sans pour autant faire partie d'une coalition, si ce dernier se prononçait en faveur d'un référendum sur l'indépendance écossaise, s'engageait à renforcer les pouvoirs du Parlement écossais et mettait fin à l'austérité. Mme Sturgeon a également indiqué qu'elle déposerait au Parlement un projet de loi visant à empêcher une privatisation du système de santé (NHS) en lien notamment avec la signature d'accords commerciaux. Le projet de loi prévoit également que les parlements des 4 nations puissent opposer un veto à la conclusion de tels accords. N. Sturgeon qui appelle à un renforcement des engagements dans le domaine du changement climatique souhaite que [l'industrie pétrolière](#) en Mer du Nord joue pleinement son rôle et contribue à la transition énergétique de ces territoires en provisionnant près d'1Md£ sur les 8,5Md£ de recettes réalisées en 2019.



Un contrat de vente de British Steel a été conclu avec le groupe chinois Jingye – Le Liquidateur public britannique (*Official Receiver*) a annoncé lundi 11 novembre que le groupe sidérurgique British Steel, placé en faillite depuis mai 2019, devrait être racheté par Jingye. Le groupe chinois a conclu un contrat de reprise des activités et actifs de British Steel, y compris ses filiales françaises (*British Steel France Rail*) et hollandaises. Jingye a indiqué vouloir investir dans British Steel à hauteur de 1.2Md£ et souhaiter sauvegarder « le plus d'emplois possible ». Le groupe entend moderniser les équipements et machines des usines de British Steel, afin d'améliorer sa performance environnementale et dégager des gains d'énergie. Toutefois, il convient de noter que le liquidateur public a précisé que la conclusion du contrat était conditionnelle à l'obtention d'un certain nombre d'approbations réglementaires. L'entreprise continuera d'exercer ses activités commerciales normalement en attendant que la vente soit formellement conclue. Si le

montant du rachat n'a pas été publié, certains analystes estiment qu'il pourrait s'élever à 50M£ et comprendre un soutien du gouvernement britannique par l'intermédiaire de garanties de prêts.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Gautier Houel (énergie, climat, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)

Contact : Christian Fatras, Conseiller économique, christian.fatras@dgtresor.gouv.fr

Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)